

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1482>

Répression antisyndicale en Guadeloupe :

Interview de Me H  ne

Rubinstein-Carrera, désignée par le CICR

pour assister au procès

Date de parution : 19 mai 2011

- Actualité -

Date de mise en ligne : mardi 21 juin 2011

Mis    jour le : mardi 21 juin 2011

UGTG.org

Répression antisyndicale en Guadeloupe

Compte-rendu de mandat de Me H  ne Rubinstein-Carrera, avocate honoraire, désignée par le Cicr pour assister au [procès, le 20 mai 2011, de trois militants de l  Euros™UGTG](#)

Tu as particip  , comme avocate honoraire et membre du bureau du Comit   international contre la répression au procès qui a commencé le 20 mai dernier contre trois dirigeants et militants de l  Euros"UGTG, dont Michel Madassamy, dont tu avais été l  Euros"un des avocats lors de son procès en 2004. Comment s  Euros"est déroulé ce procès ?

Le bureau du Cicr a été sollicité par le secrétaire général de l  Euros"UGTG, Elie Domota, pour apporter son soutien aux trois militants de l  Euros"UGTG, Michel Madassamy, Gabriel Bourguignon et Fred Louise. Dans sa lettre du 2 mai, le secrétaire général de l  Euros"UGTG soulignait :    *C  Euros"est dans la continuité du combat que vous menez depuis de nombreuses années pour la défense des droits politiques et syndicaux et au nom de notre collaboration contre la répression que nous vous adressons ce courrier. Vous êtes informés de la répression, de la multitude de procès contre les militants de l  Euros"UGTG, principale organisation syndicale de Guadeloupe. Vous connaissez aussi les tentatives de déstabilisation des avocats qui les défendent, les provocations et violations des droits de la défense et particulièrement celles qui ont eu lieu contre Maître Sarah Aristide.   * » .

En effet, des dizaines de militants et responsables de l  Euros"UGTG sont poursuivis en justice et maintenant la répression s  Euros"est abattue sur leurs avocats ce qui est inconcevable dans une démocratie.

Ce n  Euros"est pas un hasard si la répression s  Euros"est déchaînée deux ans après 45 jours de grève générale qui s  Euros"est conclue par les    [Accords Jacques Bino](#)    », signés d  Euros"un coté par la coalition de plus de 40 organisations, le LKP (Liyannaj kont pwofitasyon) dont l  Euros"UGTG était partie prenante et de l  Euros"autre par l  Euros"Etat et le patronat. Ces derniers refusent toujours de respecter leurs engagements et tentent de faire taire les militants syndicalistes et leurs avocats.

Dans ce procès devant le tribunal correctionnel de Pointe-  -Pitre, [Michel Madassamy](#) est accusé d  Euros"avoir blessé, en 2002,    lui seul seize militaires dans l  Euros"enceinte du dépôt d  Euros"une raffinerie d  Euros"essence. Quant    [Bourguignon et Louise](#), ils auraient menacé de mettre le feu au dépôt d  Euros"essence. Le Procureur, muet sur les nombreuses et grossières nullités soulevées par les avocats, dans l  Euros"impossibilité de justifier la violation de principes élémentaires du droit, fut en revanche, très proluxe contre l  Euros"UGTG, dans un réquisitoire politique soutenant, contre toute évidence, que l  Euros"UGTG n  Euros"aurait plus le soutien de la population après cette affaire qui aurait changé son regard sur le syndicalisme. Or, loin de perdre des adhérents, l  Euros"UGTG est devenu le [syndicat majoritaire](#) ; [aux dernières élections prud  Euros™homales](#), la progression en voix a été telle que les conseillers UGTG sont les plus nombreux.

Comme le dit un [communiqué de l  Euros™UGTG](#)    l  Euros"issue du premier jour du procès :    *Le réquisitoire du procureur demande donc la condamnation de nos camarades dans un dossier où les avocats ont mis en évidence nombre d  Euros"irrégularités, d  Euros"erreurs de procédure, de pièces manquantes, de documents non transmis    la défense, de témoignages contradictoires. Autant d  Euros"  l  ments de nature    entrainer la nullit   et l  Euros"annulation de ce procès. Mais en Guadeloupe,   Euros"! C  Euros"est une autre justice.   * »

Lors de l  Euros"audience, devant [les Confrères guadeloupéens](#) et martiniquais, la Présidente a reconnu que le

dossier Ã©tait truffÃ© de tÃ©moignages contradictoires quant Ã l'implication de chacun et de plus les trois magistrats du tribunal ne pouvaient cacher leur gÃ©ne quand des nullitÃ©s invraisemblables ont Ã©tÃ© soutenues Ã la barre et confirmÃ©es par des conclusions. Pour l'avocat que je suis, la relaxe des trois syndicalistes imposent mais Ã la Guadeloupe, le droit s'applique suivant d'autres critÃ©res que ceux de MÃ©tropole. NÃ©anmoins, la nature des peines requises, aussi inadmissibles soient-elles, est en contradiction flagrante avec la prÃ©tendue gravitÃ© des faits reprochÃ©s qui auraient pu, a dÃ©clarÃ© le [Procureur](#) sans crainte de se ridiculiser, faire disparaÃ®tre le quart de Pointe Ã Pitre !

Quelle est ton apprÃ©ciation des peines requises par le procureur ?

Le [procureur](#) a requis 6 mois de prison avec sursis Ã l'encontre de Michel Madassamy et 12 mois avec sursis pour Gabriel Bourguignon et Fred Louise. Le jugement sera rendu le 9 aoÃ»t prochain, en pleines vacances, comme si on cherchait Ã Ã©viter la mobilisation !

Pourquoi ces contradictions ? Parce que le procÃ©s ne s'est pas dÃ©roulÃ© comme prÃ©vu en haut lieu. Le huis clos avait Ã©tÃ© annoncÃ© pour que les turpitudes de la justice ne sortent pas du monde des juges et des policiers permettant ainsi de lourdes condamnations. Cependant, le huis clos n'a pas Ã©tÃ© maintenu de sorte que le principe de la publicitÃ© des dÃ©bats a Ã©tÃ© respectÃ©, pour une fois autorisant les militants syndicalistes Ã remplir la salle d'audience, comme il se doit. .

Qu'est-ce qui explique ce revirement des autoritÃ©s ?

Mercredi 18 mai au matin a eu lieu une confÃ©rence de presse Ã l'initiative de l'UGTG, avec son secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral. La presse et les tÃ©lÃ©visions Ã©taient prÃ©sentes et en ont rendu compte. Mais l'UGTG n'y Ã©tait pas seule. Les secrÃ©taires des unions dÃ©partementales CGTG et Force ouvriÃ©res (organisations membres du LKP) y ont participÃ© [et de nombreuses organisations du LKP](#) avaient fait part de leur soutien.

Je estime que ce soutien effectif a Ã©tÃ© dÃ©terminant dans la faÃ§on dont s'est dÃ©roulÃ© le procÃ©s. Il est dÃ©terminant que le mouvement ouvrier et dÃ©mocratique fasse front, en Guadeloupe, en MÃ©tropole comme Ã l'Ã©chelle internationale contre la rÃ©pression en Guadeloupe. Il agit non seulement des droits syndicaux, mais des droits dÃ©mocratiques en gÃ©nÃ©ral.

Lorsque [le pouvoir d'Etat s'attaque aux avocats de l'UGTG](#) comme il l'a fait Ã l'encontre de [Patrice Tacita](#) et de [Sarah Aristide](#) qui a Ã©tÃ© agressÃ©e physiquement par des gendarmes mobiles en pleine salle d'audience du Palais de justice de Basse Terre [le 22 octobre 2010](#), c'est la dÃ©mocratie de ce pays qui est Ã©branlÃ©e. C'est pourquoi, nous avons intÃ©rÃ©t Ã poursuivre notre campagne pour faire triompher les libertÃ©s dÃ©mocratiques comme je l'ai dÃ©clarÃ© [le 6 juin 2011](#), lors du meeting contre la rÃ©pression organisÃ© par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples dans la grande salle Ambroise Croizat de la Bourse du travail de Paris, oÃ¹ j'avais l'honneur de prendre la parole aux cÃ´tÃ©s d'Elie Domota dans [une salle comble](#).

Source : Bulletin N°82 du ComitÃ© international contre la rÃ©pression (pour la dÃ©fense des droits syndicaux et politiques), Juin-juillet 2011